

Le sens de l'orientation

Gilles Landry, formateur à Lettres en main,
et Solange Tougas, coordonnatrice à Déclic

Actif dans le mouvement dès les débuts, Gilles Landry n'a jamais cessé de lutter pour une meilleure reconnaissance de l'alphabétisation populaire. En désaccord peu à peu avec les moyens choisis par le Regroupement pour défendre ses principes, il a pris ses distances pendant quelques années. Il est maintenant de retour au COCOA, car il croit que l'alphabétisation populaire est menacée, notamment par la politique de déformation continue.

Solange Tougas milite depuis 20 ans en alphabétisation. Elle trouve qu'il est essentiel non seulement de dénoncer les injustices et de revendiquer de meilleures conditions, mais aussi de faire valoir ce que l'on est, de faire reconnaître l'alphabétisation populaire et de transmettre un discours clair, basé sur nos pratiques, pour assurer notre crédibilité.

Un bel après-midi de novembre, Montréal descendit vers les régions, vers une région pas trop éloignée, très belle, bordant une partie de ce long fleuve Saint-Laurent et abritant la ville de Berthierville.

Avec grand plaisir, Gilles et Solange discutèrent d'abord de la pluie et ensuite du bon temps partagé jadis. Bien vite, ils en vinrent aux coups, bons ou mauvais, du Regroupement et finirent par s'étendre sur le prochain congrès d'orientation.

D'un commun accord, ils passèrent au crible un précieux document, notre *Déclaration de principes*, adopté en 1986 à la suite du tout premier congrès. Leur but était de partager leur réflexion sur les valeurs du Regroupement, histoire de donner le goût aux membres de bien se

préparer pour le prochain rendez-vous. Ce duo tonique se pencha également sur les raisons pour lesquelles il est nécessaire de tenir un tel événement après plus de 20 ans d'existence.

Voici des visions divergentes, mais une seule volonté de faire avancer le Regroupement, en force et en sagesse. N'est-ce pas notre intention à tous et à toutes ?

Les raisons d'un prochain congrès d'orientation, selon Solange

Dès la naissance du RGPAQ, en 1981, les groupes fondateurs multiplient les rencontres pour que se « développe » l'alphabétisation populaire. Ils en viennent rapidement à un premier constat: l'analphabétisme est un problème social, et les solutions pour l'enrayer sont, entre autres, la prise de parole, le pouvoir des personnes sur leur milieu et la mise en œuvre d'actions de transformation sociale. Pour les groupes, l'éducation populaire, approche privilégiée, doit prendre le véhicule de l'alphabétisation si l'on veut que les adultes analphabètes se taillent une place dans leur milieu. Le discours politique devient le moteur de l'action.

Cette intention de définir une autre alphabétisation amène les groupes à nommer les valeurs qui sont à la base de leurs approches. Chacun et chacune, dans son milieu, avec peu de ressources mais une énorme volonté et une grande créativité, expérimente diverses stratégies et vit avec les adultes des projets stimulants, à la mesure de leurs compétences et liés à leurs besoins. Petit à petit, la spécificité de l'alphabétisation populaire se dégage.

En 1986, les groupes décident de mettre en commun leurs expériences et de déterminer en quoi l'alphabétisation populaire est différente. Ils souhaitent faire le point sur les cinq dernières années d'analyse et d'expérimentation de stratégies liées à l'éducation populaire afin de renforcer leur unité et surtout de prendre le pouls de l'alphabétisation populaire. Ce moment a pour nom *congrès d'orientation*.

L'événement permettra de cerner les principales valeurs que l'on souhaite conserver et qui serviront de fondements aux pratiques. Les groupes ont la volonté de vraiment cerner le cœur de leurs visées pour déterminer les éléments spécifiques de l'alphabétisation populaire. Ils veulent définir clairement leurs orientations et se rassembler autour de balises fortes dans le but d'offrir une autre réponse aux adultes.

Grandes envolées ainsi que discours politiques, avant-gardistes, pédagogiques et philosophiques se croisent. De grands principes et valeurs teintent les interventions. Une déclaration de principes émerge de la rencontre ; cinq années d'existence et d'expériences l'ont forgée et ont permis d'en définir les bases idéologiques, politiques et pédagogiques.

Une fois
de plus, dans
notre histoire, nous
sentons le besoin
de nous retrouver,
d'évaluer le chemin
parcouru afin
de cerner la
raison d'être
maintenant
de cette
alphabétisation
populaire et
d'en circonscrire
la réalité.

En 1992, lors d'un deuxième congrès d'orientation, portant uniquement sur le «membership», l'occasion nous est de nouveau donnée de nous appuyer sur les valeurs de l'alphabétisation populaire, dans le but de définir les critères d'adhésion d'un groupe au sein du Regroupement.

Une fois de plus, dans notre histoire, nous sentons

le besoin de nous retrouver, d'évaluer le chemin parcouru afin de cerner la raison d'être maintenant de cette alphabétisation populaire et d'en circonscrire la réalité. Les nombreux défis des deux dernières décennies, les enjeux, tant politiques, économiques que sociaux, les importantes conjonctures, aussi bien régionales que locales, ont influencé l'évolution des groupes. Dans toutes les régions, des alliances ont pris forme, divers programmes gouvernementaux ont vu le jour et permis à des groupes de s'élever un peu au-dessus de la précarité. De nouveaux projets sont nés, liés notamment à la prévention de l'analphabétisme, aux nouvelles technologies et à l'employabilité, car les adultes sont aux prises avec des difficultés grandissantes et des problèmes de plus en plus complexes. Le nombre de groupes membres du RGPAQ a, en peu de temps, doublé. Toute cette évolution appelle, comme en 1986, un temps d'arrêt.

Lors de l'assemblée générale de juin 2001, nous avons exprimé notre volonté de tenir un congrès d'orientation, de nous donner ce temps pour discuter, analyser et mieux comprendre notre spécificité et notre diversité maintenant.

Nos visées et notre discours en tant que groupes populaires demeurent-ils réalistes? Doit-on les adapter à la lumière de nos actions? Quels sont nos objectifs comme mouvement parallèle? Les valeurs inscrites dans la *Déclaration de principes* de 1986 sont-elles encore partagées par les membres? Soutiennent-elles toujours nos actions?

Ce prochain congrès sera sûrement un moment fort de notre histoire. Nous devons y participer avec comme but ultime la poursuite du «développement» d'une autre alphabétisation. À la lumière du passé et en regardant le présent, nous dessinerons l'avenir de l'alphabétisation populaire.

Les raisons, selon Gilles

En 1986, le RGPAQ tient un congrès d'orientation afin de définir un certain nombre de concepts qui vont lui permettre de mieux orienter l'ensemble de son travail. Ce congrès accouche d'un document, la *Déclaration de principes*, qui définit les orientations du RGPAQ ainsi que les notions d'*alphabétisation populaire* et de *groupe populaire d'alphabétisation*. Ce document, toujours en vigueur, va constituer un socle de travail pour l'ensemble des actions et revendications du RGPAQ dans les années suivantes.

À l'origine, ce congrès d'orientation n'est pas le fruit du hasard ni d'une illumination heureuse. Au contraire, c'est un véritable réflexe de survie dans un contexte où l'alphabétisation populaire est menacée de toutes parts.

Tout d'abord, après quelques années de quasi-silence, les commissions scolaires font un retour en force en alphabétisation. Après l'échec de la campagne d'alphabétisation menée de concert avec les centres de main-d'œuvre du Canada dans les années 70, elles viennent de mettre définitivement de côté l'approche scolarisante et en ont élaboré une nouvelle, l'alphabétisation communautaire, en partie inspirée des pratiques des groupes populaires. Le «lancement» officiel de cette approche (qui donnera naissance au *Guide de formation sur mesuré*) se fait lors du Colloque sur l'alphabétisation communautaire, en 1985. À cette époque, un grand nombre d'intervenants et d'intervenantes, tant dans le réseau institutionnel qu'en alphabétisation populaire, commencent à croire qu'il n'y a plus de différences notables entre les deux approches et remettent en question la nécessité de conserver les deux réseaux.

Parallèlement au retour en force des commissions scolaires en alphabétisation, un autre phénomène est à l'œuvre. Entre 1981 (année

de la fondation du RGPAQ) et 1986 (année du congrès), le nombre de groupes membres a plus que triplé. Des groupes de toutes sortes ont vu le jour: groupes multiservices, groupes ethniques, groupes urbains et ruraux, etc. Il y a même un certain nombre de groupes qui ont été mis sur pied par des commissions scolaires afin de recruter des participants et des participantes pour garnir leurs classes. Beaucoup de ces groupes rejoignent les rangs du RGPAQ afin d'assister aux activités pédagogiques, mais ne s'intéressent nullement aux revendications politiques. Dans un tel contexte, les permanents et permanentes du RGPAQ ainsi que les membres des comités n'arrivent plus à se faire un portrait réel des groupes et de leur diversité. C'est pourquoi le congrès d'orientation de 1986 est nécessaire.

Seize ans plus tard, la conjoncture est étrangement semblable: les commissions scolaires (qui ont connu une baisse de fréquentation de plus de 50 % depuis dix ans) sont appelées à renaître de leurs cendres — en alphabétisation — dans le cadre de l'adoption de la politique de formation continue, et le Regroupement se retrouve avec un «membership» qui a augmenté ces dernières années.

De plus, notre *Déclaration de principes* a vieilli, et la plupart de ses articles doivent être rediscutés. En effet, les structures, les pratiques et peut-être même l'idéologie des groupes membres se sont transformées. C'est pourquoi il faut faire l'exercice d'un congrès d'orientation axé sur la révision de notre *Déclaration de principes*. En fait, il faut refaire le débat sur l'ensemble des articles afin de pouvoir se redonner une vision forte et partagée de l'alphabétisation populaire.

1. Comité de coordination du Regroupement (et «A» pour *alphabétisation*), composé de neuf représentants et représentantes des groupes membres et de la coordonnatrice du RGPAQ. Élus par l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, les membres ne défendent pas les intérêts de leur groupe respectif, mais ceux de l'ensemble des groupes membres.

NOTRE *DECLARATION DE PRINCIPES* MISE A NU

LES ORIENTATIONS DU RGPAQ

1. DES BASES IDÉOLOGIQUES

Cet énoncé nous semble, à tous les deux, encore aller de soi. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser les performances de notre « concurrent ». Le réseau des commissions scolaires a perdu les trois quarts de sa clientèle au cours des dix dernières années, tandis que le nôtre a doublé la sienne pendant la même période. Il suffirait peut-être seulement de changer la fin de l'énoncé en remplaçant «... des réponses qui se veulent plus adaptées.» par «des réponses mieux adaptées.» Par contre, si cet article nous semble évident, l'est-il pour tout le monde ?

A. Nous croyons que les groupes populaires d'alphabétisation, de par leur spécificité, tiennent mieux compte des besoins et attentes des personnes analphabètes et y apportent des réponses qui se veulent plus adaptées.

B. L'analphabétisme est souvent présenté comme un problème individuel alors qu'il s'agit d'un problème social.

À ses débuts, l'alphabétisation populaire s'est élaborée à partir d'une analyse politique. Selon cette dernière, l'analphabétisme n'est pas un problème en soi, mais une des composantes, au même titre que le chômage ou la pauvreté, d'une situation de domination d'une classe sociale sur une autre. Aussi l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ne saurait-il être la seule solution au problème de l'analphabétisme. Il faut également agir sur les conditions sociales, économiques et politiques qui en sont les causes premières. Sommes-nous toujours d'accord avec cette analyse ? Quelles en sont les conséquences sur nos pratiques ? **Gilles**

Est-ce que la domination d'une classe sociale sur une autre est l'unique facteur qui génère de l'analphabétisme ?

Sommes-nous toujours en mesure de changer les conditions sociales, économiques et politiques des gens ? Lesquelles avons-nous changé depuis 20 ans ? Depuis que nous faisons de l'alpha pop au Québec, pouvons-nous cerner les répercussions de notre travail sur toutes ces conditions ? Qu'est-ce qui est de notre ressort ? dans notre milieu ? à une plus grande échelle ?
Solange

C. Nous croyons que le droit à l'alphabétisation et l'accessibilité réelle aux programmes d'alphabétisation ne sont pas vraiment reconnus.

Vingt ans plus tard, nous revendiquons encore le droit à l'éducation pour toutes et tous ainsi qu'une réelle accessibilité aux ressources. Y a-t-il quand même eu évolution sur ce point ? stagnation ? régression ? Qu'a fait chaque groupe ? le Regroupement ?

Solange

2. DES BASES POLITIQUES

Cet énoncé est de l'ordre de la revendication et de la sensibilisation. Une reconnaissance politique, ça passe, entre autres, par quelque chose de politique : une loi, une politique, un quelconque écrit qui reste et qui ne change pas quand le ministre de l'Éducation change. Si nous ne sommes pas reconnus et bien financés, nous aurons beau avoir une belle déclaration de principes, nous ne pourrons pas vraiment la concrétiser sous tous ses aspects. La survie fait fi de la philosophie...

La reconnaissance sociale, c'est être reconnu comme un acteur incontournable dans notre milieu et à la grandeur de notre belle province. Pourquoi avons-nous tant besoin de cette reconnaissance ? Qu'avons-nous fait depuis 20 ans pour devenir un acteur incontournable ? Le sommes-nous vraiment et sur quel plan ?

Solange

A Nous sommes conscients que, pour se développer, l'alphabétisation populaire et les groupes populaires ont besoin d'une reconnaissance politique et sociale.

Selon moi, cet article soutient une question essentielle qui est au centre de la définition même de ce que doit être le Regroupement : celle du «membership». Afin de mieux revendiquer les conditions nécessaires au développement de l'alphabétisation populaire, qu'est-ce qui est le plus efficace ? Un regroupement plus restreint dont les membres partagent une vision politique commune ou un regroupement plus vaste qui s'ouvre à des groupes plus ou moins populaires ? **Gilles**

Il est bien important de ne pas avoir seulement un discours, mais aussi des pratiques qui correspondent vraiment à la définition de l'alpha populaire. On peut avoir une vision, mais être incapable de la traduire par des actions. Faire de l'alpha populaire, ce n'est pas facile. Et ce n'est pas parce qu'on devient membre d'un regroupement que ça se fait automatiquement.

Souvenons-nous des années 80, au début du Regroupement ; les groupes avaient alors un immense besoin de se rencontrer pour parler de leurs pratiques. Nous avons de beaux principes, mais il fallait les «incarner» dans des actions respectueuses des besoins des adultes analphabètes.

Une force collective, c'est quand tous les membres se font d'abord assez confiance pour être capables de se parler vraiment de leurs bons coups, de leurs difficultés, de ce qu'ils ne réussissent pas à faire ; là, on peut bâtir ensemble. Une force collective, c'est aussi aller tous et toutes dans le même sens, en ce qui concerne tant l'actualisation de nos principes, la définition de nos revendications, que la concrétisation des moyens pour les obtenir. Nous avons donc beaucoup de pain sur la planche ! **Solange**

B. Nous pensons qu'un regroupement de groupes de même nature permet de mieux définir des stratégies communes et représente une force collective nécessaire pour atteindre nos objectifs.

C. Nous devons nous assurer du respect de notre spécificité et de notre autonomie politique, pédagogique et administrative.

Cet article contient deux points très importants : le principe de res-

pect de notre spécificité et la notion d'autonomie. En ce qui concerne le premier de ces points, le danger nous guette. En effet, la politique de formation continue adoptée par le MEQ semble vouloir faire disparaître le concept d'alphabétisation pour le remplacer par celui de formation de base, qui ne renvoie, dans le meilleur des cas, qu'à une approche instrumentale n'ayant rien de commun avec l'alphabétisation populaire. Mais, avons-nous toujours la même vision de ce qui fait notre spécificité? Et, sommes-nous prêts à la défendre? **Gilles**

Enfin! On va enlever ces mots compliqués: *alphabétisation, analphabètes*. Parler du problème de l'analphabétisme est une chose, car il est important de dire que ça existe toujours et de mettre en lumière ce qu'il engendre. Mais doit-on encore parler d'alphabétisation? Même dans beaucoup de groupes, depuis longtemps, on n'utilise plus ces termes quand on fait du recrutement, quand on travaille avec les participantes, les participants. L'alpha populaire, est-ce vraiment une approche? Est-ce alphabétiser dans une perspective d'éducation populaire? La formation commune, la formation de base? Où nous situons-nous par rapport à tout ce vocabulaire, par rapport à tous ces mots, lourds de sens? **Solange**

La notion d'autonomie est essentielle à la réussite même de notre réseau. Si nous obtenons de meilleurs résultats que les commissions scolaires, c'est bien grâce à elle. Notre autonomie nous permet d'appuyer notre pédagogie sur un discours, de répondre aux besoins des personnes et des milieux, de définir nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage des participantes et participants. Par contre, il y a un prix à payer pour cette autonomie. Si l'institution nous tolère, c'est précisément parce qu'on réussit à faire mieux avec moins de ressources. Le danger est évident pour les années qui viennent : plus nous nous développerons, plus nous coûterons cher à l'État et plus ce dernier aura tendance à nous imposer des normes: ratios, programmes, diplômes, évaluations, etc. Dans un tel contexte, le choix de l'autonomie pourrait également être celui du sous-financement. Sommes-nous toutes et tous prêts à faire ce choix? **Gilles**

C'est peut-être facile à dire quand on achève sa carrière?... Les normes, les évaluations... depuis plusieurs années, notre position face à une augmentation substantielle de notre financement et à l'obligation d'instituer des normes est de négocier en faisant respecter notre autonomie et notre spécificité.

Déjà, la moyenne des groupes, en peu d'années, est passée de 25000\$ à 70 000 \$, et nous n'avons pas eu d'exigences démesurées de la part du MEQ. Il faut dépasser cette culture de la pauvreté, tout en restant, par contre, très vigilants. Est-ce qu'un jour, enfin, on pourra travailler dans le communautaire et être bien payé ou est-ce que ça fait pas assez communautaire ou populaire d'être bien payé?

Veut-on également rejoindre le plus d'adultes possible? **Solange**

D. Nous devons revendiquer notre reconnaissance effective par le biais d'un financement adéquat et statutaire.

Cet énoncé relève plus de la revendication que du principe. Cette demande de nouveaux groupes était liée à la volonté d'élargir notre réseau, d'être plus accessibles: la force du nombre! **Gilles**

E. Nous devons revendiquer le développement des groupes existants, la mise sur pied de nouveaux groupes ainsi que l'obtention de meilleures conditions de travail pour les animateurs et animatrices des groupes.

Cet énoncé met en évidence des éléments de revendication qui devraient être dans une plate-forme de revendications. Ces dernières années, nous avons plus parlé de consolidation des groupes existants que de création de nouveaux groupes. Devons-nous continuer en ce sens? **Solange**

F. Nous devons sensibiliser la population au problème de l'analphabétisme et faire connaître et reconnaître le niveau de langage, les valeurs, la culture et les référents des milieux populaires.

La seconde partie de cet énoncé vient en droite ligne des approches pédagogiques de conscientisation qui s'appuient sur une analyse marxiste. On pense entre autres à des pédagogues comme Paolo Freire qui ont travaillé dans des sociétés où la fracture entre les milieux populaires et les milieux favorisés est abyssale. Au premier congrès, ce point semblait aller de soi, mais quand les groupes sont retournés dans leur milieu, les débats ont commencé. Devait-on promouvoir le «jouai»? C'est quoi les valeurs et la culture des milieux populaires ? Avec le temps, faute de réponses claires, ces débats ont cessé. Mais, au congrès de 2003, il faudra se reposer ces questions et décider si l'on garde ou non ces notions. **Gilles**

Même en ces temps plus anciens, il y avait des débats qui se faisaient difficilement au Regroupement; car parler et débattre de la culture populaire, de la culture propre aux adultes avec qui nous travaillons comporte des risques élevés d'échanges tumultueux.

Il est facile d'énoncer ces principes, mais quand notre culture, quand nos valeurs ne correspondent pas tout à fait à celles de la culture dite populaire, nous sommes coincés. On peut trouver Freire brillant pour son époque, mais doit-on, en 2002, dans un autre contexte, dans un autre siècle, appliquer entièrement ou partiellement sa théorie ?

Est-ce possible, dans notre travail, de faire fi de notre culture, de nos valeurs ? Est-ce que nous n'élaborons pas plutôt toutes sortes de stratégies, la conscientisation par exemple, afin de faire passer, subtilement bien sûr, nos valeurs, des éléments primordiaux de notre culture ? **Solange**

G. Nous devons faire reconnaître les droits des personnes analphabètes, dont le droit de choisir leurs lieux de formation.

Dans cet énoncé, on met de l'avant le choix des lieux de formation. Pour comprendre la raison d'être de cette partie de l'article, il faut retourner en arrière. Lors du premier congrès d'orientation, le Regroupement était jeune. Les groupes populaires n'avaient pas encore acquis la reconnaissance qu'ils ont maintenant. Les personnes qui venaient dans nos groupes n'arrivaient pas à faire reconnaître leur formation par les «centres de main-d'œuvre» ou «l'aide sociale». Aussi le choix des lieux de formation visait-il avant tout à faire reconnaître les groupes populaires. Aujourd'hui, la situation a quelque peu changé. Réclamer la reconnaissance des lieux de formation équivaudrait pratiquement à défendre le réseau scolaire. Comme ce dernier n'a pas un dossier trop reluisant en matière de prévention de l'analphabétisme (chaque année, 15 % des jeunes qui sortent du système scolaire sont analphabètes) et en alphabétisation (entre 70% et 80% d'échecs et d'abandons, selon les nombreuses études non publiées du MEQ), doit-on continuer à le défendre ? **Gilles**

Réclamer une diversité des lieux de formation ne veut pas nécessairement dire défendre les commissions scolaires. L'accessibilité et le droit à la formation passent par une diversité de réponses. Avons-nous la prétention d'être la seule bonne réponse? Peut-être que oui? Sinon, que revendiquons-nous ? **Solange**

L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE

1. SA DIMENSION PÉDAGOGIQUE

A. L'alphabétisation populaire favorise la maîtrise des outils essentiels que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Elle vise l'acquisition de connaissances générales: fonctionnelles, politiques, sociales et personnelles. Elle fait de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement, un moyen d'acquiescer la confiance en soi et de s'appropriier le langage écrit.

Cet énoncé est essentiellement politique. En fait, il explique la différence entre l'alphabétisation populaire et l'alphabétisation en milieu scolaire. Pour l'école, la lecture et l'écriture sont des outils d'intégration sociale tandis que pour les groupes populaires, ce sont des outils de pouvoir, donc de transformation sociale. Sommes-nous encore tous d'accord avec cette différence? **Gilles**

Il faut simplement réaliser l'étendue de nos actions, mais aussi leurs limites. Arrivons-nous, par notre approche spécifique, à transformer la société? Les adultes qui sont en démarche d'alphabétisation réussissent-ils à transformer cette société? Si oui, sur quel plan? Et sinon, pourquoi? **Solange**

Selon cet énoncé, les groupes populaires sont vus comme des milieux de vie et d'apprentissage au sein desquels les personnes analphabètes peuvent se réaliser. Cet article pose la question des nouvelles pratiques. Une telle définition est-elle compatible avec des approches visant l'employabilité ou le retour aux études? Les fins recherchées sont-elles les mêmes? **Gilles**

Nous devons faire attention quand nous disons privilégier l'approche collective. Oui, le groupe est un élément fondamental pour nous, mais l'individu a aussi une place. Il ne faut pas oublier que nous voulons répondre à des besoins, et que ces besoins sont d'abord individuels. Un adulte peut vouloir venir chez nous pour, un jour, avoir sa 5^e secondaire ou, un jour, obtenir un travail. Il y a un danger à vouloir actualiser une théorie et à faire abstraction de la réalité.

C'est facile pour nous d'idéaliser, mais nous faisons tout pour avoir un travail, de meilleures conditions de travail. Nous mettons beaucoup d'énergie à vouloir nous perfectionner. Il est normal que les adultes qui viennent dans nos groupes aient ces mêmes besoins, et nous pouvons donner une réponse à ces besoins; de là les nouveaux projets liés à la préparation aux études ou au développement de l'employabilité, entre autres; nous sommes d'ailleurs allergiques à ce mot dans le communautaire: il faudrait en inventer un qui corresponde mieux à ce que nous faisons.

Peut-être que la question à se poser est comment, en conservant notre approche spécifique, nous pouvons travailler ces nouvelles avenues et, par le fait même, répondre aux besoins des adultes. **Solange**

B. L'alphabétisation populaire est une approche collective à l'intérieur de laquelle l'individu est intégré à une démarche de groupe, ce qui permet d'acquiescer un sentiment d'appartenance, de réaliser des projets et d'avancer des revendications.

C. L'alphabétisation populaire se caractérise par la place qu'occupent les participants et participantes à l'intérieur des groupes. Elle se développe par ceux et celles qui sont engagés dans le groupe, soit les animateurs et animatrices ainsi que les participants et participantes.

À l'époque où cet article a été écrit, la réalité des groupes populaires était un peu différente de ce qu'elle est maintenant. En effet, la plupart des groupes étaient des collectifs ou avaient des C.A. composés d'animateurs et d'animatrices ainsi que de participants et de participantes. Aujourd'hui, les choses ont changé. Il n'y a presque plus de collectifs, et la plupart des groupes ont des C.A. externes. Ces derniers sont devenus des entités importantes dans l'élaboration des pratiques d'alphabétisation populaire. Comment les intégrer dans les textes ? **Gilles**

Avant de les intégrer, il faudrait peut-être se demander ce qui a provoqué ce changement. Nous nous tarquons du fait qu'un des principaux éléments de notre spécificité est la place des participants et participantes, mais en ont-ils vraiment une, et où se situe-t-elle ? Notre discours est-il vraiment le reflet de la réalité ? Pourquoi y a-t-il de moins en moins de participants et participantes aux C.A. ? Est-ce le seul lieu démocratique dans le groupe ? Encore des débats qu'on a peu réussi à faire au Regroupement. Chaque fois qu'on aborde ce thème de la place des participants et participantes, la marmite de l'émotivité saute. À quand le jour où l'on pourra se dire les vraies affaires ? Au congrès peut-être ? **Solange**

D. L'alphabétisation populaire est en lien avec le milieu de vie. Les horaires, les activités et la vie du groupe sont pensés et conçus en fonction des besoins des participants et participantes.

Est-ce que nous concevons vraiment les activités en fonction des besoins des participants et participantes ou en fonction des besoins des formatrices et des formateurs pour que, par exemple, les activités répondent plus à nos idéaux de formation, comme la conscientisation ? D'ailleurs, quels sont-ils, ces besoins des participants et participantes ? **Solange**

2. SA DIMENSION POLITIQUE

A L'alphabétisation populaire vise l'ensemble de la population et vise principalement les milieux qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie.

Ici, on insiste sur le rôle social de l'alphabétisation populaire. Cet article pose la question de la pauvreté, de l'exclusion et de la défense des droits. Souvent, les groupes évacuent ces questions à cause des problèmes de financement ou des contingences liées au travail quotidien (gestion, ateliers, préparation de matériel, etc.). A l'occasion du prochain congrès, il faudrait peut-être réfléchir à ces questions. Après tout, si le problème est social et politique, la solution ne devrait-elle pas être sociale et politique ? **Gilles**

B. L'alphabétisation populaire tend à faire connaître et reconnaître le niveau de langage, la culture et les valeurs des milieux populaires.

Rien à redire à cela.

Dans cet énoncé, on met de l'avant l'approche conscientisante de l'alphabétisation populaire. Cette approche, si elle est toujours de mise, débouche automatiquement sur l'action. Sommes-nous prêts, en tant que groupes, à nous en réclamer? Qu'est-ce que ça implique? De plus, ici aussi, il faudrait voir si, de par leur nature, les C.A. peuvent s'intégrer dans le développement d'une conscience sociale et politique commune. **Gilles**

Cet énoncé suscite plusieurs questionnements : dans un premier temps, il vise les participants, les participantes, les animateurs, les animatrices (faudra s'entendre sur le bon choix de notre nomination aussi). Est-ce que ce développement de la conscience sociale et politique est une réponse aux besoins des adultes qui viennent dans nos groupes ou une réponse aux besoins des formatrices et formateurs ?

Pourquoi ces objectifs? Devons-nous les conserver, les changer, les atténuer? Et de quoi auront besoin les formatrices et les formateurs pour les atteindre ? **Solange**

Tout comme le précédent, cet article découle directement d'une approche conscientisante. Est-ce qu'il correspond toujours à notre vision? Est-ce qu'il peut s'accommoder des nouvelles pratiques ? **Gilles**

J'ai beaucoup de difficulté avec cet énoncé ; en fait de réalisme, j'ai déjà vu mieux. Nouvelles pratiques ou non, quelles sont nos réussites à ce chapitre? Souhaitons-nous conserver cet énoncé, et comment le traduisons-nous ou le traduirons-nous dans notre quotidien (celui des formatrices et formateurs ainsi que des participantes et participants) ? **Solange**

C. L'alphabétisation populaire favorise une prise de conscience et une connaissance critique du vécu des participants et participantes des groupes ainsi que des différentes réalités de la société. Elle favorise chez les participants et participantes, animateurs et animatrices le développement d'une conscience sociale et politique en renforçant des capacités d'analyse critique, de choix d'action et d'évaluation.

3. SON IMPLICATION SOCIALE

A L'alphabétisation populaire se préoccupe de la sensibilisation constante du milieu ainsi que de la promotion des droits des personnes analphabètes.

Comment ça se traduit, la promotion des droits des personnes analphabètes dans nos milieux? Quel doit être le rôle des groupes? Le rôle du Regroupement ? **Solange**

D. L'alphabétisation populaire suscite une prise en charge collective du milieu afin d'améliorer les conditions de vie de la population et vise donc, à court, moyen et long terme, la gestion par les participants et participantes de leur espace social, culturel, politique et économique.

B. l'alphabétisation populaire implique l'établissement, dans nos milieux, des alliances les plus importantes pour répondre aux besoins des personnes analphabètes afin que ces besoins soient intégrés dans un discours plus large sur les personnes défavorisées socialement.

Cet article semble aller de soi. Pourtant, il s'agirait d'interroger certaines alliances qui se font de plus en plus en alphabétisation populaire et qui vont de pair avec les nouvelles pratiques. Est-ce que l'alphabétisation populaire implique l'établissement d'alliances avec des CLE, des CDEC, des MRC ou des commissions scolaires ? Ces alliances ne se font-elles pas au détriment d'autres alliances moins payantes, mais plus liées à notre réalité ? **Gilles**

Comment travailler à changer les mentalités, à sensibiliser le milieu sans côtoyer ces instances ? Côtoyer ne veut pas dire se prostituer. L'important, c'est de toujours garder le même discours, de toujours conserver nos objectifs liés à l'alpha populaire. C'est important d'apporter des sons de cloche différents, de négocier dans le respect de ce que l'on est. Être dans la rue pour dénoncer, oui, mais aussi être dans le milieu pour l'influencer, le contaminer. La question demeure : est-ce que ce sont vraiment des alliances ? J'ai plus de difficultés en ce qui a trait aux commissions scolaires ; ça me rappelle les heures-cours et tout ce que les groupes ont vécu... **Solange**

UN GROUPE POPULAIRE D'ALPHABÉTISATION

1- Un groupe populaire d'alphabétisation est autonome sur les plans politique, pédagogique et administratif.

Rien à redire à cela.

2- Un groupe populaire d'alphabétisation est accessible et implanté dans le milieu.

Rien à redire à cela.

La question de la structure démocratique revient toujours hanter les groupes.

Dans un groupe populaire, comment la définit-on ? Avec les années, les modèles se sont multipliés. Sont-ils tous recevables ? L'importance accrue des C.A., dont les décisions, en vertu de la loi, priment désormais sur celles des A.G., brime-t-elle les élans démocratiques des groupes ? Ici encore, il faudrait intégrer les membres des C.A. au libellé de l'article. **Gilles**

Avant d'intégrer de nouvelles choses, il faut débattre de ce thème afin de vraiment cerner nos réalités, nos réussites et nos difficultés. Il faut, pour une fois, passer de la pratique au discours et non l'inverse. **Solange.**

3- Un groupe populaire d'alphabétisation a une structure démocratique qui favorise la participation des animateurs et animatrices ainsi que des participants et participantes.

4- Un groupe populaire d'alphabétisation mène une réflexion globale sur le lien entre l'analphabétisme et les conditions socio-économiques des personnes analphabètes.

Rien à redire à cela.

5- Un groupe populaire d'alphabétisation élabore des revendications liées à la reconnaissance des groupes populaires et aux droits des personnes analphabètes.

Rien à redire à cela.

Une conclusion partagée

Cet exercice à la fois stimulant et « provocateur » avait comme but principal de susciter des réactions et des réflexions. Notre *Déclaration de principes* est-elle encore pertinente? L'avons-nous, avec les années, un peu perdue de vue ou l'avons-nous vraiment appliquée dans notre quotidien? Certains énoncés doivent-ils être conservés? changés? éliminés?

Plus généralement et sur d'autres plans, souhaitons que dans les groupes, les discussions fussent à partir de leurs analyses, leurs réussites et leurs difficultés. Comme nous l'avons fait, tous les points de vue et les questionnements doivent être formulés, même ceux jugés presque indécents. Brasser des idées, c'est sain en soi, en autant que les objectifs sont clairs et acceptés par tout le monde.

Lors du prochain congrès d'orientation, nous devons créer un climat propice aux débats, où tous les points de vue pourront s'exprimer. Après plus de 20 ans d'existence, notre regroupement doit avoir les moyens d'envisager l'avenir dans le respect de ce qu'il est et de ce qu'il veut devenir. Les moyens d'être de plus en plus POPULAIRE !



**Vous vous interrogez sur
l'utilité des technologies
de l'information et
des communications en
alphabétisation populaire?
Vous souhaiteriez en
évaluer l'impact sur
l'apprentissage ?
Vous aimeriez faire part
de vos expériences dans
le domaine ? Joignez
votre voix à celles des
membres du réseau
CACOPHONIE.**